Journal de la CGT-Ford - n° 441/63 - (jeudi 6 juin 2019)

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (PAS ENCORE) !

DROIT À L'EMPLOI CONTRE DROIT DE LICENCIER

Contrairement à ce que titrait le journal « Sud-Ouest » le lendemain de l'audience, notre action en justice contre Ford n'est ni un baroud ni pour l'honneur. C'est tout simplement la bataille pour nos emplois que nous menons logiquement jusqu'au bout, avec les outils que nous avons à notre disposition.

Ça peut paraître utopique ou dingo, mais nous contestons à Ford le droit de nous virer et de liquider une usine, supprimant ainsi autour de 2000 emplois induits dans la région.

Une multinationale qui fait des milliards de dollars de profits, qui a capté des dizaines de millions de subventions publiques, qui a autant menti et manœuvré ne devrait pas pouvoir agir ainsi.

Face à l'avidité, à l'égoïsme patronal, il faut un contrôle démocratique de la société, des garde-fous qui empêchent la casse sociale, il faut des protections sociales, des lois qui assurent la défense de l'intérêt collectif.

C'est ce que nous tentons de faire respecter. Si le gouvernement, les ministères, les pouvoirs publics en général ne peuvent rien y faire, à part s'indigner, se plaindre et se plier à une soi-disant réalité économique, alors c'est bien à nous de nous en occuper.

Alors il n'est évidemment pas question d'honneur, ni pour la CGT ni pour l'ensemble des salarié.e.s. Par contre on peut dire qu'il s'agit quelque part de notre dignité de travailleur ou travailleuse, qu'il s'agit de notre avenir, de nos vies, individuelles et collectives.

Nous refusons de subir, de baisser la tête, de considérer que c'est normal d'être lourdé pendant que d'autres s'enrichissent de notre travail, nous défendons notre droit à vivre décemment, à décider de nos vies.

Faire reconnaître nos droits, c'est une bataille. On s'accroche, on se défend. Et on verra bien le 2 juillet, jour de la décision des juges.

TRIBUNAL CONTRE FORD : POUVONS-NOUS GAGNER ?

Sans hésiter la réponse est « oui ». Même si la situation politique et sociale est largement en notre défaveur.

On le voit avec l'impunité patronale, un gouvernement clairement du côté des riches et des capitalistes, aussi avec tous les reculs sociaux graves qui se produisent depuis quelques années, renforçant les inégalités sociales, la société devenant de plus en plus violente contre la majorité de la population.

Mais, et il y a un mais, en face du rouleau compresseur ultralibéral, il y a encore des lois, des droits qu'il nous faut utiliser et défendre. Notre action en justice rappelle qu'il y a un droit à l'emploi, à pouvoir vivre décemment, lequel n'est pas moins « sacré » que le droit de propriété qui conduit le patronat à licencier, à écraser tout sur leur passage pour les actionnaires.

Ce n'est pas une histoire de « chance » ou de probabilité mais de droits à défendre. Nous réclamons l'application de ces droits, tout légitimement.

MAIS ILS SONT OÙ… LES POUVOIRS PUBLICS ?

Il semblerait que nous assistions à un dégonflage de la part du ministère du travail et de l'économie, de ses services concernant le tribunal hier.

Certes, et nous les en remercions, les collectivités territoriales ont envoyé un courrier de soutien à la démarche de la CGT… la veille, au dernier moment. On imagine les hésitations.

Mais du côté du gouvernement, du ministre de l'économie comme du président Macron, ils se sont débinés, prétextant un éventuel accord avec Ford (les 15 millions « promis ») et une procédure judiciaire qui s'en prenait à la décision d'homologation (ce qui est faux, voir notre réponse sur **www.cgt-ford.com**). D'ailleurs, le procureur de la république (le parquet) n'était même pas présent lors de l'audience au TGI, ce qui est problématique pour une affaire de cette importance.

Car il s'agit bien d'une affaire importante. Il est question de l'avenir d'une usine, d'une activité industrielle, du sort de milliers de salarié.e.s, d'une activité et vie sociales dans la région bordelaise… Ce n'est pas un détail !

Pourquoi cette absence, cette désertion ? Pourquoi laisser seuls un syndicat et des salarié.e.s en face d'une multinationale arrogante, qui a menti, trahi, qui a été déloyale, hostile… comme ces gens-là l'ont dit ces derniers mois ? Que se passe-t-il donc ? Ford serait redevenu digne de confiance ? Oublié tout ce qui s'est passé ?

Impuissance ou irresponsabilité ? Car le TGI est un outil légal, c'est même l'outil approprié pour poser les questions de droit, pour faire respecter la législation. Ce que l'Etat n'a pas su faire, les juges peuvent le décider sur le terrain du droit.

Du début à la fin, nous gardons le même cap et nous défendons le même intérêt collectif. Nous n'abandonnons pas le combat en cours de route.

« ON VA TOUT PÉTER »

Le film de Lech Kowalski sur la lutte des salarié.e.s de GM&S à La Souterraine (Creuse) contre les licenciements et la fermeture de leur usine va être diffusé à la télévision sur Arte, le lundi 24 juin à 22h30.

Une histoire de résistance à voir !

SOIRÉE SOLIDARITÉ « *FOR THE FORDS* »

Samedi 21 septembre au Krakatoa

Jusqu'au bout, on vous le dit, on bataillera pour empêcher nos licenciements, en sollicitant une large solidarité parce que le sort de l'usine concerne la population de la région. Prenez date, il y aura bien une soirée de soutien le 21 septembre parrainée notamment par le chanteur Cali. Il y aura de la chanson et de l'humour…

GE, WHIRLPOOL, ASCOVAL, FORD… STOPPONS LA CASSE

Mais jusqu'où iront les capitalistes ? Quelque soit le secteur économique, partout ça ferme et ça licencie : Whirlpool, Ascoval, ACC, GE, Auchan, Carrefour…

Les profits sont là, le CICE, les exonérations de cotisations sociales, les remises en cause des droits des travailleurs, mais cela ne suffit pas aux patrons et actionnaires, il faut encore et encore licencier, précariser, baisser les salaires, intensifier les cadences, dégrader les conditions de travail…

En face, l'Etat se dit complètement impuissant, il râle certes, mais c'est tout. Le gouvernement, les pouvoirs publics en deviennent ridicules et inefficaces. Ils disent limiter les dégâts mais ne prennent aucune mesure protégeant la population ou pire imposent les Ordonnances Macron et votent des lois qui aggravent la situation.

Alors quoi faire ? Résister chacun dans nos coins, avec malheureusement des collègues, des habitants déboussolés, désespérés, résignés ? Comment faire pour changer la donne, pour inverser le rapport de force ? Car le problème est bien là !

Les fermetures d'usines, les licenciements, les suppressions d'emplois partout sont en réalité complètement injustifiables, scandaleux car on sait que pendant ce temps les richesses sont accaparées et volées par une poignée de très riches. Il faut stopper cette logique, cette impunité patronale.

Chacun fait ce qu'il peut dans son coin, ici à Ford, on a saisi le TGI pour interdire la fermeture de l'usine. Ailleurs ça résiste avec les moyens du bord. Mais que font les directions syndicales, qu'attendent-elles pour préparer, organiser, construire la riposte du monde du travail, pour aller vers une révolte générale contre les licenciements ?

Pour nous c'est évident, nous avons toutes les raisons, toute légitimité pour défendre nos emplois. Cela passera pas un « tous ensemble », privé, public, syndicats, associations, partis politiques, gilets jaunes, tous ensemble.

Déjà si nous arrêtions d'être fatalistes et de nous laisser faire, ça ne se passerait pas pareil.